

L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

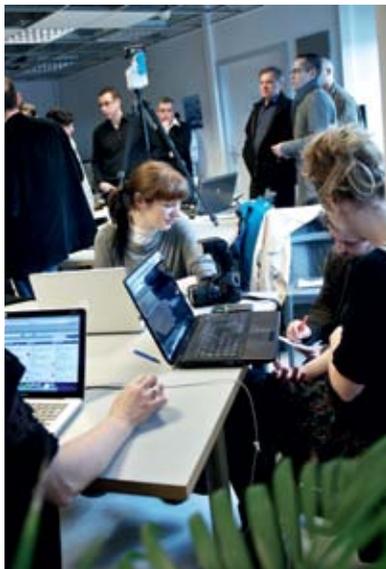
#118

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - avril 2014

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle du Pays de Brest. Il représente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché du travail. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée auprès des entreprises, en collaboration avec la CCI de Brest et la CCI Bretagne.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires ; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses.



Credit photo: Simon Cohen - Bmo

PARTENAIRES: POLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA 29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PREFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE, MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PAYS DE BREST



Les illuminations de Noël de la rue de Siam / Crédit photo: Jean Yves Guillaume - Bmo

2^e semestre 2013 : L'activité continue de se dégrader

La situation économique ne s'est guère améliorée dans le courant de l'année 2013. Le nombre de défaillances d'entreprises reste à un niveau élevé, les chiffres d'affaires continuent de baisser tout comme la création d'entreprises. Le secteur de la construction souffre toujours de la conjoncture économique. Désormais l'activité de la rénovation et de l'amélioration de l'habitat est touchée, ce qui n'était pas arrivé depuis plus de 20 ans. Par ailleurs, l'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail sont en difficulté en raison du manque de dynamisme de la consommation des ménages.

Le marché de l'emploi continue également de se détériorer. Cependant, le rythme de progression de la demande d'emploi est moins soutenu qu'en début d'année, particulièrement pour les femmes et les jeunes. Les seniors et les chômeurs de longue durée ne bénéficient pas de cette accalmie.

Dans ce climat propice à la morosité, les ménages n'ont pas confiance en l'avenir. Signe de cette inquiétude, ils baissent leur consommation, repoussent leur projet d'investissement immobilier et augmentent leur capacité d'épargne.

Pas de signe de reprise

Enquêtés en décembre 2013, les chefs d'entreprises de la région brestoise font état d'un contexte économique toujours difficile. L'attentisme est de mise pour les mois à venir ; d'un point de vue de l'emploi ou des investissements, aucun signe de reprise n'est exprimé.

Les informations fournies par les services fiscaux confirment une décroissance des chiffres d'affaires des entreprises au second semestre 2013. Aucun secteur n'est épargné par le repli de la demande intérieure et des ventes à l'étranger.

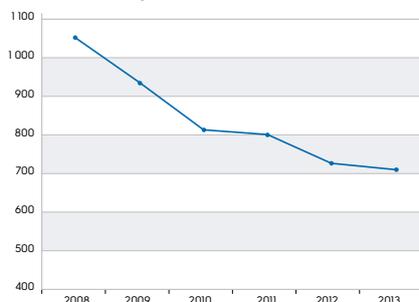
Léger retrait du trafic aérien

En enregistrant sur le second semestre 3,9 % de passagers de moins que sur la même période en 2012, l'aéroport Brest Bretagne affiche un résultat global de plus de 1 000 000 de passagers sur l'ensemble de l'année, en baisse de 6,2 %. Après huit années consécutives de hausse, ce repli, dans un contexte économique difficile, est lié à une réduction de l'offre globale sur Paris et Marseille. Le dernier trimestre témoigne d'un retour à l'équilibre, favorisé par la réintroduction d'une rotation en Airbus par Air France vers Orly. La liaison avec Lyon s'est stabilisée ; celle avec Londres et Southampton est en recul. À l'inverse, les lignes sur Birmingham, et surtout Barcelone, évoluent à la hausse (respectivement +12,8 % et +18,5 %). Enfin, les vols charters, pour des destinations vacances, sont en baisse de 22,9 % en un an.

Érosion continue de la création d'entreprises

Hors auto-entrepreneurs, le nombre de créations d'entreprises dans le Pays de Brest en 2013 est légèrement inférieur à celui de 2012 (718 créations, soit - 2 %). La tendance à la baisse, constatée depuis 2008, tend néanmoins à se tasser. Plusieurs signes en témoignent : les résultats du 2^e semestre sont supérieurs à la même période de l'année précédente et d'autre part, des secteurs comme les services aux entreprises enregistrent une nouvelle dynamique depuis quelques mois.

Créations d'entreprises dans le Pays de Brest

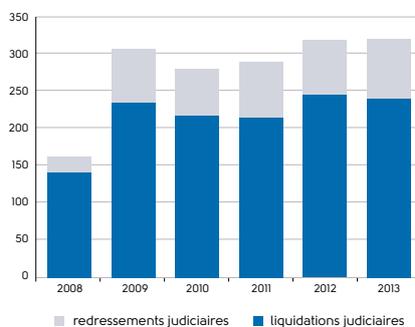


Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

Stabilisation des défaillances d'entreprises à un niveau élevé

Le niveau de défaillances d'entreprises en 2013 est comparable à 2012. Après une timide amélioration au 1^{er} semestre, le défaut d'activité s'est soldé par un redressement ou une liquidation judiciaire pour de nombreuses entreprises. L'atonie de la consommation des ménages se fait sentir : c'est le cas tout particulièrement du commerce de détail et de la restauration. Le bâtiment et les transports demeurent également sous tension.

Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Source : Greffe du Tribunal de Commerce



Marché de Lambézellec / Crédit photo : Anne-Laure Gac - Bmo

CONJONCTURE NATIONALE : UNE REPRISE INCERTAINE
En France, après une stabilité au 3^e trimestre, le PIB a progressé de 0,3 % au 4^e trimestre, selon l'INSEE. La croissance de l'ensemble de l'année 2013 s'établit à 0,3 %. Début 2014, l'activité pourrait à nouveau ralentir du fait du manque de dynamisme dans le secteur de la construction, d'une hausse de l'emploi très mesurée et d'un pouvoir d'achat des ménages atone.

Analyse sectorielle

Trésoreries tendues chez les éleveurs laitiers

Dans le secteur agricole, les producteurs porcins doivent faire face à un arrêt de l'export vers la Russie en raison de la découverte d'un cas de peste porcine en Lituanie. Cet événement extérieur intervient à un moment où la demande intérieure est modérée. Sur le marché avicole, la situation reste difficile pour les éleveurs bretons du fait d'un recul de la consommation. Pour la filière laitière, les coûts de production sont élevés en raison de la hausse des cours des matières premières, particulièrement du soja. Les trésoreries des éleveurs sont tendues.

Une activité industrielle ralentie

Selon la Banque de France, l'activité en Bretagne s'est légèrement repliée. Les difficultés de la filière automobile ont encore pesé sur les résultats d'ensemble. Une possible reprise de l'activité est évoquée pour 2014, sans pour autant permettre une stabilisation de l'emploi.

Dans le Pays de Brest, le chiffre d'affaires des industriels a reculé en 2013. En dépit d'un rebond en fin d'année, l'emploi intérimaire s'est effrité en un an (-3 %), tout particulièrement dans le secteur de l'électronique et de l'agroalimentaire.

Renouveau de la réparation navale civile

Après un été relativement calme, le retour des gros navires à quai et dans les formes de radoub de Brest se confirme. Le chantier brestois aura ainsi accueilli un total de 60 navires en 2013, contre 42 en 2012, pour un nombre d'heures de grues en fort développement (+110 %). Après la venue au printemps du plus gros pétrolier du monde (le Ti-Europe), le chantier a traité à l'automne l'un des plus gros porte-conteneurs (le MSC-Bettina) ainsi qu'un méthanier. Depuis l'automne, Damen innove avec un nouveau concept d'arrêt technique rapide : le « quick docking fuel saving » (maintenance rapide et économie de carburant), sur un prix fixe d'avance et un délai fixe de 5 jours. Enfin, le chantier s'est vu attribuer la certification Iso 9001 pour la mise en conformité avec les standards internationaux de qualité et de sécurité de ses systèmes de management. Si la rentabilité n'est pas attendue avant 2015, le site se dote d'atouts supplémentaires pour réussir.

Trafic en baisse au port de commerce

Le port de Brest a enregistré une baisse de son trafic de 5 % sur l'année (dont -8,5 % au 2^e semestre). Avec 1,446 Mt, il garde néanmoins sa position de 1^{er} port de Bretagne. Le retrait est d'abord lié à une baisse des vracs solides pour l'alimentation du bétail (-17 %), avec en particulier une diminution des entrées de graines de soja destinées à l'usine Cargill. A l'inverse, le trafic conteneurs repart à la hausse (+22 %), en grande partie du fait d'importantes opérations de transbordement générées par la venue en avarie de CMA-CGM Fort Ste-Marie. Le maintien des exportations de poulets congelés du groupe Doux et des autres marchandises diverses (pomme de terre et poudre de lait notamment) y contribue aussi.

Retrait de la production pour les professionnels du bâtiment

L'activité bretonne s'est à nouveau repliée d'après la Banque de France ; cette baisse s'est traduite par une réduction des effectifs et en premier lieu des intérimaires. Pour 2014, les professionnels craignent un nouveau recul.

Dans le Pays de Brest, pour le 7^e trimestre consécutif, le chiffre d'affaires des entreprises de la construction est en retrait. L'emploi intérimaire s'est stabilisé, mais le secteur enregistre une perte d'environ 170 salariés en un an. Les entreprises de gros œuvre sont les plus concernées. Les niveaux de prix restent bas et la rentabilité du secteur continue à se dégrader.

Parole d'acteur

« Le gros œuvre paye le plus lourd tribut. Mais, même le marché de l'entretien-amélioration s'est replié en 2013 (-0,5% dans le Finistère), situation inédite depuis plus de 20 ans ».

Jean-Robert Charlet, secrétaire général de la Fédération du Bâtiment du Finistère

Services : une conjoncture difficile

En Bretagne, le chiffre d'affaires des services marchands s'est développé, mais de manière très modérée. L'informatique et les activités de nettoyage ont participé à cette croissance, alors que les transports et les services d'ingénierie ont été moins dynamiques.

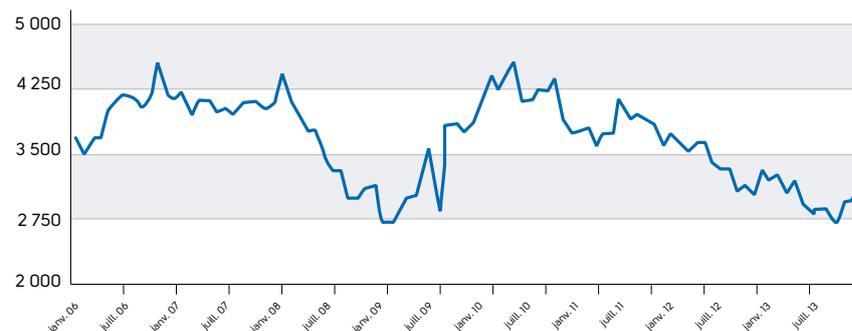
Dans le Pays de Brest la situation est difficile, particulièrement pour les commerces, l'hébergement et la restauration ainsi que les activités scientifiques et techniques.

-130 intérimaires en un an

Fin décembre 2013, 3 145 intérimaires travaillaient dans le Pays de Brest. L'emploi intérim s'est replié de 4 % en un an, alors qu'il reprenait des couleurs en Bretagne (+8 %). L'année 2013 se solde tout de même par trois mois consécutifs de hausse, grâce notamment à une reprise des embauches dans le secteur industriel. Dans les entreprises de Bâtiment et des Travaux publics, le volume d'intérimaires s'est stabilisé en 2013. En revanche, le tertiaire a contribué à la baisse générale avec un moindre recours à l'intérim des commerces et des sociétés de services aux entreprises.

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)

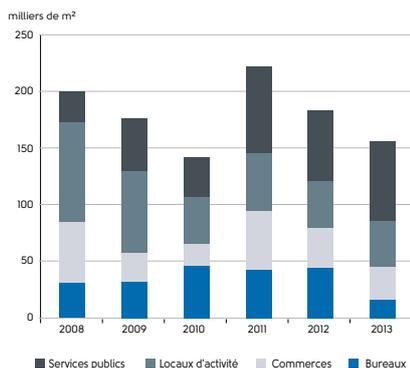
Estimation de l'évolution mensuelle



Source : Pôle emploi *CVS : corrigées des variations saisonnières

Un marché des bureaux atone

Surfaces autorisées en immobilier d'entreprises



Source : DREAL – SIT@DEL2

Le volume de m² autorisés pour des projets d'entreprises et d'établissements publics a fléchi de 15 % en 2013 par rapport à l'an passé. Le repli est particulièrement sensible sur le marché des bureaux où le niveau d'autorisation atteint est le plus bas des dix dernières années. Côté locaux artisanaux, industriels et d'entreposage, le recul est limité. Pour les services publics, le niveau des investissements s'inscrit en progression.

Il faut noter un rebond des surfaces de plancher autorisées au 2^e semestre 2013 : cette progression est grandement liée au permis de 30 000 m² délivré dans la ZAC des Capucins à Brest, pour la construction de la médiathèque.



Immobilier d'entreprises / Crédit photo : ADEUPa

Principales opérations autorisées au 2^e semestre 2013

Demandeur	Lieu des travaux	Destination	Surface de plancher autorisée
Brest métropole aménagement	ZAC des Capucins - Brest	Culture/loisirs	30 072 m ²
SARL Athena	ZAC St Thudon – Guipavas	Entrepôt	5 635 m ²
SAS du Pont de Bois	Rue des entrepreneurs St Renan	Commerce	2 843 m ²
Commune de Milizac	Pen ar Guear - Milizac	Culture/loisirs	2 762 m ²
SCI CMLJ	ZAC de Kerebars - Guilers	Commerce	2 142 m ²
SAS Sodileck	Croas ar Neizic – St Thonan	Commerce	2 036 m ²

Source : DREAL – SIT@DEL2



Logement neuf / Crédit photo : ADEUPa

ÉCONOMIE BRETONNE

Timide reprise en perspective

D'après les enquêtes de la Banque de France, l'année 2013 a été moins favorable que prévu, avec une activité en repli. Les services marchands ont comparativement mieux résisté que l'Industrie ou le Bâtiment.

En 2014, une modeste reprise est escomptée, grâce à un rebond de l'industrie et des services.

marché du travail

DEMANDEURS D'EMPLOI

Une progression toujours présente mais moins forte

Fin décembre 2013, 18 703 personnes recherchaient à temps plein un emploi dans le Pays de Brest. L'évolution annuelle de la demande d'emploi décélère : de +15,5 % en juin à +8 % en septembre, elle est de +4,8 % au 31 décembre 2013. Cette hausse est inférieure à la moyenne nationale (+5,6 %).

Dans le même temps, 28 635 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les catégories A, B et C dans le Pays de Brest. Ici aussi, les évolutions sont inférieures pour le bassin d'emploi : +4,6 % contre +5,4 % en Bretagne et +6,1 % au niveau national.

1 - *Catégorie A : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.*

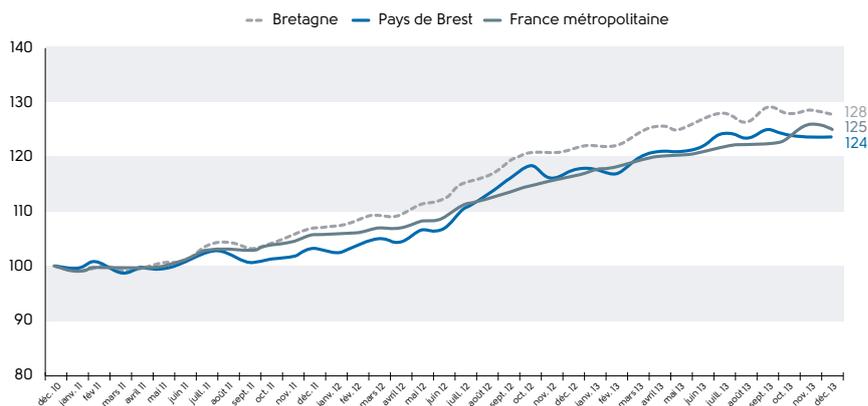
2 - *Catégorie B : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e de 78 heures ou moins au cours du mois).*

3 - *Catégorie C : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e de plus de 78 heures au cours du mois).*

La demande d'emploi des femmes et des jeunes se stabilise

Pour la première fois depuis plus de deux ans, la demande des jeunes baisse au niveau régional. Dans le Pays de Brest, les femmes subissent la moins forte progression tous profils confondus avec +1,9 %, contre +3,8 % en Bretagne et

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en décembre 2010, données corrigées de variations saisonnières)



Source : Pôle emploi

+5 % en France. À contrario, les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans et de longue durée sont les profils qui ont subi les plus fortes hausses en ce 2^e semestre 2013.

Tout comme le semestre précédent, la demande des hommes croît plus vite que celle des femmes (+7,4 % contre +1,9 %). Ils représentent désormais 53,4 % de la demande totale contre 52,1 % en décembre 2012. Cependant, les femmes restent majoritaires si l'on prend en compte les catégories A, B et C.

3 311 demandeurs d'emploi avaient moins de 25 ans au 31 décembre 2013. L'évolution de la demande des jeunes est plus timide qu'auparavant avec +2,1 %. On observe même une

baisse au niveau régional de 0,5 %.

L'augmentation de la demande des seniors reste très marquée et plus particulièrement dans le Pays de Brest : +13,2 % contre +11,9 % en Bretagne. 21,3 % des demandeurs avaient plus de 50 ans contre 19,7 % un an auparavant. De plus, les seniors sont plus durablement inscrits sur les listes de Pôle emploi : 14 mois en moyenne contre 9 mois toutes classes d'âges confondues.

Le nombre de chômeurs de longue durée a fortement progressé en 2013 : +16 % (soit 937 personnes) contre +14,1 % en France. Ils rassemblent désormais plus de 36 % de la demande totale contre 32,8 % fin 2012.

La structure de la demande d'emploi 31 décembre 2013 (données brutes)

	Pays de Brest			Bretagne			France métropolitaine		
	Nombre	% DEFM	Évolution déc. 2012 / déc. 2013	Nombre	% DEFM	Évolution déc. 2012 / déc. 2013	Nombre	% DEFM	Évolution déc. 2012 / déc. 2013
Total demandeurs d'emplois de catégorie A	18 703		+4,8 %	146 165		+4,8 %	3 371 985		+5,6 %
Dont les femmes	8 714	46,6 %	+1,9 %	68 177	46,6 %	+3,8 %	1 580 114	46,9 %	+5,0 %
Dont les hommes	9 989	53,4 %	+7,4 %	77 988	53,4 %	+5,7 %	1 791 871	53,1 %	+6,1 %
Dont les jeunes (<25 ans)	3 311	17,7 %	+2,1 %	24 381	16,7 %	-0,5 %	558 932	16,6 %	+0,2 %
Dont les seniors (≥50 ans)	3 983	21,3 %	+13,2 %	32 976	22,6 %	+11,9 %	750 301	22,3 %	+12,0 %
Dont chômeurs de longue durée	6 800	36,4 %	+16,0 %	52 126	35,7 %	+14,4 %	1 240 465	36,8 %	+14,1 %

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

Taux de chômage à 9,6 % au 30 septembre 2013

Avec 9,7 %, le taux de chômage du Finistère a égalé son record historique de 1985. A l'époque, le secteur de la construction connaissait d'importantes difficultés. Aujourd'hui, ce même secteur est touché par la crise économique ainsi qu'un ensemble d'activités industrielles (agroalimentaire, électronique, automobile,...). Au niveau national, le taux de chômage reste bien supérieur avec 10,5 %.

Le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest augmente de 0,2 point entre les 2^e et 3^e trimestres 2013 et atteint 9,6 %. Il reste inférieur au taux de chômage national mais supérieur à la moyenne régionale (9,4 %). A ce jour, il est possible d'entrevoir une stabilisation du chômage mais l'inversion de la tendance paraît moins probable.

Baisse du nombre de déclarations préalables à l'embauche

Plus de 100 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) ont été émises dans le Pays de Brest lors du 2^e semestre 2013 : un volume en hausse de 3 % par rapport au 2^e semestre 2012, soit 2 700 embauches supplémentaires.

Trois secteurs d'activités ont tiré les embauches vers le haut : la santé humaine et l'action sociale (avec 1 760 embauches en plus, soit +12 %), les activités de services

administratifs et de soutien aux entreprises (+3 %, ou 1 200 contrats supplémentaires) et l'agriculture et la pêche (+1 200).

A l'inverse, trois secteurs sont restés à la marge de cette progression : l'hébergement et la restauration, le commerce de détail et le transport et entreposage. Pour les deux premiers secteurs, la faible consommation des ménages explique le recul des embauches. Concernant le domaine du transport, les difficultés ne sont pas nouvelles et ont été accentuées par la crise de l'agroalimentaire courant 2013. Transéo, une entreprise basée à Pont-de-Buis-lès-Quimerch, a fermé en décembre.

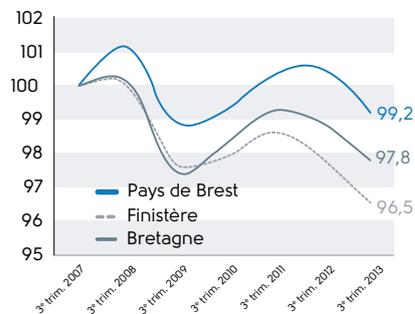
Les offres émises par Pôle emploi chutent de 8,7 % entre ces deux semestres dans le Pays de Brest. Aux niveaux régional et national, les baisses sont encore plus marquées avec respectivement -10 % et -9%. Le secteur plus particulièrement concerné par ce recul est celui de la restauration.

Repli de l'emploi salarié

Au 30 septembre 2013, 90 436 salariés privés ont été recensés par l'Urssaf dans le Pays de Brest : un chiffre en baisse de 1,3 % par rapport au 3^e trimestre 2012, soit l'équivalent de -1 200 postes. Dans le même temps, au niveau départemental, le nombre de salariés a également subi de lourdes pertes : 2 800 emplois en moins (-1,4 %), idem en Bretagne avec un recul de 1,1 % (soit -8 700 emplois). Pendant les 2^e et 3^e trimestres 2013, les activités principalement concernées sont la restauration et le commerce de détail, mais également l'intérim.

Évolution de l'emploi salarié privé

(base 100 : 3^e trimestre 2007)



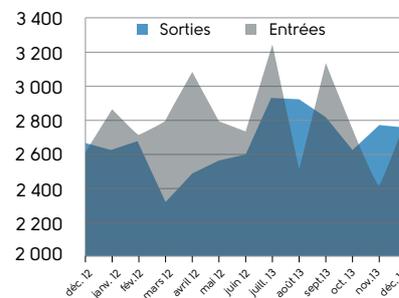
Source : URSSAF

Entrées et sorties de la demande d'emploi : un nombre de sorties supérieur au nombre d'entrées

Dans le courant du 2^e semestre 2013, 19 325 entrées sur les listes de Pôle emploi ont été enregistrées pour 16 698 sorties. Mais contrairement au premier semestre de l'année, le nombre de sorties a été supérieur au nombre d'entrées pendant plusieurs mois (août et novembre). Autre signal encourageant, la progression de 12 % des sorties entre le 2^e semestre 2012 et celui de 2013 et une stabilisation des entrées sur cette période.

Évolution du nombre d'entrées et de sorties des listes de Pôle emploi dans le Pays de Brest

(catégorie A, B et C, données corrigées des variations saisonnières)



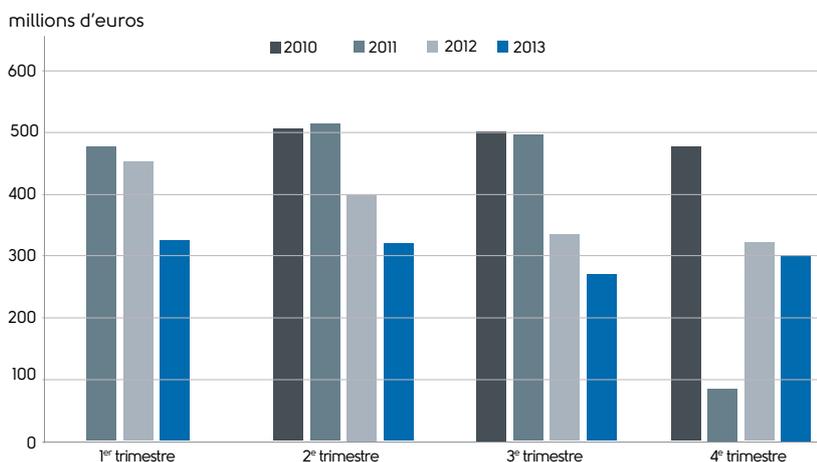
Source : Pôle emploi



Le Moulin Blanc / Crédit photo : René Tanguy - Bmo

Une situation toujours difficile

Chiffre d'affaires lié à la consommation des ménages



Source : Services fiscaux

La tendance d'une réduction de la consommation amorcée il y a deux ans se poursuit au second semestre 2013. La mauvaise conjoncture influe fortement sur la confiance des ménages et les perspectives restent mauvaises.

La trésorerie des ménages se stabilise et dans un contexte de moindre consommation, le recours au crédit poursuit sa baisse.

À l'inverse, le niveau d'épargne continue de progresser comme le semestre précédent (hausse de l'épargne rémunérée et de l'épargne assurance et stabilité de l'épargne financière). Une baisse de la consommation conjuguée à une augmentation de l'épargne est le signe d'une absence de confiance des ménages en l'avenir.

LA CONSOMMATION RÉSISTE

Le pouvoir d'achat des ménages français diminue au second semestre 2013. Si l'inflation reste particulièrement faible, c'est avant tout la dégradation du marché du travail qui explique cette érosion. Pour autant la consommation est restée soutenue en raison de facteurs ponctuels : déblocage de l'épargne salariale et achats anticipés d'automobiles avant le durcissement du malus écologique au 1^{er} janvier 2014.

Après près de deux ans de baisse, l'investissement des ménages progresse. Cette inversion marque plus un plancher qu'une réelle amélioration de la situation financière des ménages.

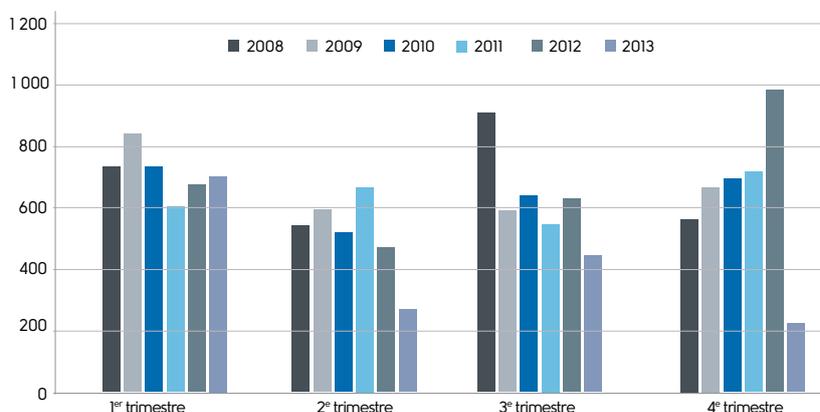
Un recul du marché immobilier qui se poursuit

Depuis la mi-2012, les encours de crédit habitat restent stables. Dans le même temps l'épargne logement, qui avait diminué depuis l'automne 2012, se stabilise et progresse très légèrement en fin de période.

Le niveau des permis de construire s'effondre littéralement ce semestre, confirmant ainsi la forte baisse du 2^e trimestre 2013. La mauvaise conjoncture constitue la principale explication. Par ailleurs, le dispositif « Duflot », guère plébiscité par les investisseurs, n'a pas d'effet sur l'investissement en logements collectifs.

Dans ce contexte, les acquéreurs potentiels prennent de plus en plus de temps dans les négociations et font des offres en deçà du prix demandé. Ces derniers s'inscrivent d'ailleurs plutôt à la baisse.

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - SIT@DEL2



Elevage de coquilles St-Jacques / Crédit photo : Dominique Le Roux - Bimo

CHIFFRES-CLÉS

Pays de Brest

Emplois en 2010 :

160 753 emplois
dont

143 778 emplois salariés

Source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi

Au 31 décembre 2013

18 703 en catégorie A

28 635 en catégorie A, B, C

Source : Direccte Unité territoriale du Finistère

Taux de chômage dans la zone
d'emploi de Brest

au 3^e trimestre 2013

9,6 %

Source : INSEE

Dates du semestre

- Juillet**
- Le groupe **Gad** décide de la fermeture de l'abattoir de Lampaul-Guimiliau et du siège social à Saint-Martin-des-Champs. Près de 1 000 emplois vont être supprimés.
 - Le groupe **OVH**, spécialisé dans le web et notamment l'hébergement de sites, s'est installé à Brest et embauche des administrateurs.
 - L'extension de l'**Institut universitaire européen de la mer (IUEM)** a démarré sur le site du Technopôle Brest-Iroise. Ce projet va mobiliser un investissement de 11 M€ et sera opérationnel en 2015.
 - En arrêtant le mécanisme des restitutions à l'exportation de poulets congelés hors de l'Union, la Commission européenne a précipité la filière du poulet export dans l'inconnu. Le coup est dur pour les entreprises finistériennes **Doux** et **Tilly-Sabco**.
- Septembre**
- Le promoteur brestois **JD2 Immobilier** achète 54 000 m² d'espaces à Jabil circuit pour y aménager des bureaux et des locaux d'activité.
 - Le tribunal de commerce prononce la mise en liquidation de l'entreprise brestoise de plâtrerie et de carrelage **EBPC** ; 46 salariés perdent leur emploi.
 - L'agence **Géodis Calberson**, spécialiste de la messagerie et de l'express, s'installe dans la zone de St-Thudon à Guipavas. Coût du déménagement du centre logistique : 5 M€.
 - Le groupe nord-américain **Cargill** investit 11 M€ à Lannilis pour moderniser son usine spécialisée dans les alginates et augmenter la capacité de production.
 - DCNS** finalise un accord de coopération avec deux sociétés finlandaises, **Fortum** et **AW-Energy**, pour la construction d'un démonstrateur de ferme houlomotrice en Baie d'Audierne.
 - Le principal client saoudien de **Doux** pour le poulet surgelé export, **Almunajem**, entre au capital de l'entreprise à hauteur de 25%.
- Octobre**
- Thalès** obtient un contrat de 100 M€ portant sur le marché de rénovation d'avions de surveillance. La commande permettra au site brestois de développer de nouveaux produits susceptibles de déboucher à l'export.
 - Les **Transports Pelé** basés à Saint-Urbain, reprennent les Transports Gendron (Etelles, 35). Le nouvel ensemble représente un chiffre d'affaires de 10 M€ et une équipe de 60 salariés.
 - La société **Kership**, née de **Piriou** et **DCNS**, décroche un premier contrat avec la Marine nationale de 100 M€.
 - L'entreprise innovante **BookBeo** (Le Faou, 7 salariés) développe les applications mobiles dédiées à la réalité augmentée et s'installe aux Etats-Unis.
- Novembre**
- L'entreprise de pose de menuiserie **Oriance** (65 salariés, 8 M€ de CA) quitte la zone de Kergaradec et s'installe dans un nouveau bâtiment dans la zone de Prat-Pip à Guipavas.
 - Le groupe **Batteur** va investir 5,5 M€ à Plouédern dans la construction d'une usine. L'objectif est de regrouper l'entreprise **Océan Terre Biotechnologies** (La Forêt-Landerneau, fabrication de produits cosmétiques à base d'algues sous la marque **Algotherm**) et le site de stockage de Saint-Eloi.
 - Le **CLPS**, spécialisé dans la formation pour la réinsertion professionnelle, se développe à Brest et va déménager dans la zone de Kergonan.
- Décembre**
- Transéo**, une entreprise de transports située à Pont-de-Buis est liquidée ; 52 salariés sont licenciés.
 - Le transfert du siège de **d'Iremer** de la région parisienne à Brest est confirmé par le gouvernement ; la ville va ainsi renforcer sa position d'excellence en sciences et techniques de la mer.
 - Les deux cliniques privées brestoises se rapprochent : **Pasteur** et **Keraudren** ont prévu un projet médical commun et des services partagés.

(ADEUPa)
BREST

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE
DE LA ZONE D'EMPLOI DE BREST

Directrice de la publication:

Claire Guihéneuf

Réalisation: Lucie Bianic,
Nadine Le Hir, François Rivoal

Traitements statistiques:

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page:

d'uneidél'autre.com

Contact: ADEUPa – 24 rue
de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél: 02 98 33 51 71

adeupa-de-brest@adeupa-brest.fr

Site internet: www.adeupa-brest.fr

Tirage: 600 exemplaires

Dépôt légal: 2^e trimestre 2014

ISSN: 1623-6084

Réf. : 14/101